

Badische Landesbibliothek Karlsruhe

Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe

Journal officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne. 1945-1949 1947

84 (8.7.1947)

JOURNAL OFFICIEL

DU COMMANDEMENT EN CHEF FRANÇAIS EN ALLEMAGNE
GOVERNEMENT MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION

Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland

Ordonnances, Arrêtés et Règlements, Décisions réglementaires
 Décisions, Circulaires, Avis, Communications, Informations,
 Annonces légales

Verordnungen, Verfügungen, Beschlüsse, Ausführungsbestimmungen,
 Anordnungen, Runderlasse, Benachrichtigungen, Mitteilungen,
 Amtliche Bekanntmachungen

Le texte français seul fait foi, la traduction n'ayant qu'un caractère d'information.

Allein der französische Text ist amtlich; die deutsche Übersetzung gilt nur als Information.

Direction, Rédaction, Administration

Leitung, Redaktion, Verwaltung

Journal Officiel, 65 Lichtentaler Straße, Baden-Baden

Abonnement : 25 numéros, 10 Marks.
 Annonces légales : 90 pfg la ligne

Abonnement : 25 Blätter : 10 M.
 Amtliche Bekanntmachungen die Zeile 90 Pfg.

Pour toute réclamation joindre la dernière bande reçue

Jeder Reklamation ist das letzte Streifband beizufügen

SOMMAIRE

Pages

Ordonnances, Arrêtés et Décisions du Commandement en Chef Français en Allemagne	
Ordonnance No 97 en date du 1er Juillet 1947, relative au Commerce Extérieur de la Zone Française d'Occupation	843
Arrêté No 38 du Commandant en Chef en date du 2 Juillet 1947, réglementant la procédure de délivrance aux civils allemands de laissez-passer interzones valables pour un seul voyage aller et retour	845
Arrêté No 223 de l'Administrateur Général en date du 2 Juillet 1947, sur l'organisation et le fonctionnement du Commerce Extérieur	846
Annonces Légales	848

I N H A L T

Seite

Verordnungen, Verfügungen und Anordnungen des Commandant en Chef Français en Allemagne.	
VERORDNUNG Nr. 97 vom 1. Juli 1947 über den Außenhandel der französischen Besetzungszone	843
VERFUGUNG Nr. 38 des Commandant en Chef vom 2. Juli 1947 über die Regelung des Verfahrens für die Erteilung von für eine einmalige Hin- und Rückreise gültigen Interzonen-Passierscheinen an deutsche Zivilpersonen	845
VERFUGUNG Nr. 223 des Administrateur Général vom 2. Juli 1947 über die Organisation und die Arbeitsweise des Außenhandelszentralamtes	846
Amtliche Bekanntmachungen	848

ORDONNANCES DU COMMANDANT EN CHEF

ORDONNANCE No 97

relative au Commerce Extérieur de la Zone Française d'Occupation.

Le Général, Commandant en Chef Français en Allemagne,

Vu le Décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Vu l'Ordonnance No 1 du 28 Juillet 1945 du Commandant en Chef Français en Allemagne maintenant en vigueur les ordonnances et règlements promulgués par ou sous l'autorité du Commandement Suprême Interallié,

VERORDNUNGEN

VERORDNUNG Nr. 97

über den Außenhandel der französischen Besetzungszone.

Der Général, Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt unter Bezugnahme auf

Das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch das Dekret vom 18. Oktober 1945,

Die Verordnung Nr. 1 vom 28. Juli 1945 des Commandant en Chef Français en Allemagne über die Aufrechterhaltung der durch das Commandement Suprême Interallié oder in seinem Namen verkündeten Verordnungen und Bestimmungen,

Vu la Loi No 53 du Commandement Suprême Interallié, concernant le contrôle des Changes,

Vu l'Ordonnance No 5 du 4 Septembre 1945 du Commandant en Chef Français en Allemagne concernant le contrôle de l'Économie Nationale Allemande à l'intérieur de la Zone Française d'Occupation,

Vu l'Ordonnance No 28 du 29 Décembre 1945 sur le Commerce Extérieur,

Sur la proposition de l'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Le Comité Juridique entendu,

ORDONNE:

ARTICLE 1er. — Les autorisations prévues par l'article 1 de la Loi No 53 du Commandement Suprême Interallié ne pourront être délivrées en ce qui concerne le Commerce Extérieur, que par l'Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation qui pourra déléguer ses pouvoirs aux services intéressés.

ART. 2. — Un Office du Commerce Extérieur de la Zone Française d'Occupation est créé sous le nom d'Oficomex (Außenhandelszentralamt) au siège du Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation en Allemagne.

Cet office qui est doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, est rattaché au Service du Commerce Extérieur de la Direction Générale de l'Économie et des Finances.

La Direction de cet Office est assurée quant à présent par un représentant du Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation désigné par l'Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation, sur la proposition du Directeur Général de l'Économie et des Finances.

Il aura pour mission, sous l'autorité et le contrôle du Service du Commerce Extérieur et dans les conditions précisées par ce service, d'effectuer les opérations d'importations et d'exportations décidées par le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation et qui n'auront pas été expressément confiées à d'autres organismes par l'Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation en Allemagne. A cet effet, le directeur de cet office a seul qualité pour signer tout contrat ou tout engagement de caractère commercial de la compétence de l'office.

ART. 3. — L'Oficomex pourra créer dans chacun des Länder de la Zone Française d'Occupation un bureau annexe d'importations et d'exportations (Außenhandelsamt).

ART. 4. — Les frais de fonctionnement de l'Oficomex et des Außenhandelsämter seront couverts par un prélèvement sur le produit des transactions visées à l'article 1er ci-dessus.

ART. 5. — L'Office du Commerce Extérieur aura la faculté de se faire ouvrir un ou plusieurs comptes en Reichsmark auprès des Banques Centrales Provinciales (Landeszentral-Bank) en Zone Française d'Occupation en Allemagne et de se faire consentir des avances en Reichsmarks, dans les conditions prévues par l'arrêté No 42 du 5 Février 1946 de l'Administrateur Général en vue du financement des opérations selon les modalités prévues à l'article 1er.

Il pourra également obtenir de l'Office des Changes de la Zone Française d'Occupation en Allemagne, après accord du Service du Commerce Extérieur, les devises nécessaires au financement des importations et de se faire ouvrir à cet effet, les comptes nécessaires.

ART. 6. — L'Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation fixera par arrêté, les modalités du prélèvement prévu à l'article 4, ainsi que la composition et le fonctionnement des organismes visés aux articles 2 et 3 ci-dessus.

Provisoirement les termes de l'arrêté No 185 de l'Administrateur Général en date du 30 Octobre 1946 sont maintenus.

ART. 7. — L'ordonnance No 28 du Général Commandant en Chef, en date du 29 Décembre 1945 est abrogée.

ART. 8. — La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne et exécutée comme loi dans la Zone Française d'Occupation.

BADEN-BADEN, le 1er Juillet 1947.

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG.

Das Gesetz Nr. 53 des Commandement Suprême Interallié über Devisenbewirtschaftung.

Die Verordnung Nr. 5 vom 4. September 1945 des Commandant en Chef Français en Allemagne über die Kontrolle der deutschen Wirtschaft innerhalb des französischen Besetzungsgebietes.

Die Verordnung Nr. 28 vom 29. Dezember 1945 über den Außenhandel, auf Vorschlag des Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire des französischen Besetzungsgebietes und nach Anhörung des Comité Juridique

folgende

VERORDNUNG.

Artikel 1. Die in Artikel 1 des Gesetzes Nr. 53 des Commandement Suprême Interallié vorgesehenen Genehmigungen können, was den Außenhandel angeht, nur durch den Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire der französischen Besetzungszone erteilt werden, der seine Befugnisse auf die in Betracht kommenden Dienststellen übertragen kann.

Artikel 2. Am Sitz der Militärregierung der französischen Besetzungszone in Deutschland wird ein Außenhandelsamt des französischen Besetzungsgebietes unter dem Namen „Außenhandelszentralamt“ (Oficomex) geschaffen. Dieses Amt, das juristische Persönlichkeit und finanzielle Selbständigkeit besitzt, wird der Außenhandelsstelle der Direction Général de l'Économie et des Finances angeschlossen. Die Leitung dieses Amtes wird gegenwärtig von einem auf Vorschlag des Directeur Général de l'Économie et des Finances durch den Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire des französischen Besetzungsgebietes bestellten Vertreter der Militärregierung des französischen Besetzungsgebietes wahrgenommen.

Seine Aufgabe besteht darin, unter der Oberleitung und unter der Kontrolle der Außenhandelsstelle und unter den von dieser Dienststelle festgesetzten Bedingungen die Ein- und Ausfuhrgeschäfte durchzuführen, die von der Militärregierung des französischen Besetzungsgebietes angeordnet worden sind und die nicht durch den Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire des französischen Besetzungsgebietes in Deutschland ausdrücklich anderen Stellen übertragen worden sind.

Zu diesem Zweck ist der Direktor dieses Amtes allein befugt, jeden Vertrag oder jede Abmachung über ein Handelsgeschäft, die zur Zuständigkeit des Amtes gehören, zu unterzeichnen.

Artikel 3. Das Außenhandelszentralamt kann in jedem der Länder des französischen Besetzungsgebietes eine Ein- und Ausfuhrzweigstelle (Außenhandelsamt) einrichten.

Artikel 4. Die Kosten für den Betrieb des Außenhandelszentralamtes und der Außenhandelsämter werden durch eine Gebühr auf den Erlös der in obengenanntem Artikel 1 erwähnten Geschäfte gedeckt.

Artikel 5. Das Außenhandelszentralamt ist berechtigt, sich ein oder mehrere Reichsmarkkonten bei den Landeszentralbanken im französischen Besetzungsgebiet zu eröffnen und sich Vorschüsse in Reichsmark unter den in der Verfügung Nr. 42 vom 5. Februar 1946 des Administrateur Général vorgesehenen Bedingungen bewilligen zu lassen zwecks Finanzierung der Geschäfte entsprechend den Bestimmungen des Artikels 1.

Ebenso kann es vom Office des Changes des französischen Besetzungsgebietes in Deutschland nach Zustimmung der Außenhandelsstelle die für die Finanzierung der Einfuhren erforderlichen Devisen erhalten und sich zu diesem Zweck die erforderlichen Konten eröffnen lassen.

Artikel 6. Der Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire des französischen Besetzungsgebietes hat durch Verfügung die Einzelheiten für die im Artikel 4 vorgesehene Gebühr sowie die Zusammensetzung und Arbeitsweise der in den oben erwähnten Artikeln 2 und 3 in Aussicht genommenen Stellen festzusetzen.

Die Bestimmungen der Verfügung Nr. 185 des Administrateur Général vom 30. 10. 1946 werden vorläufig aufrechterhalten.

Artikel 7. Die Verordnung Nr. 28 des Général Commandant en Chef vom 29. Dezember 1945 wird aufgehoben.

Artikel 8. Diese Verordnung ist im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen und als Gesetz im französischen Besetzungsgebiet durchzuführen.

BADEN-BADEN, den 1. Juli 1947.

Der Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG.

ARRÊTÉS (Verfügungen)

ARRÊTÉ No 38

du Commandant en Chef Français réglementant la procédure de délivrance aux civils allemands de laissez-passer interzones valables pour un seul voyage aller et retour

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Vu les directives No 43 et 49 du Conseil de Contrôle Interallié, Le Comité Juridique entendu,

ARRÊTE:

ART. 1er. — Dans le but de faciliter la circulation interzone des civils allemands, il est créé un laissez-passer spécial, délivré sans accord préalable des Autorités de la zone de destination, valable pour un seul voyage et pour une durée n'excédant pas trente jours.

En cas de nécessité absolue, une prolongation maxima de 15 jours pourra être accordée par les Autorités de la zone de destination,

ART. 2. — Sont exclusivement habilités à délivrer le laissez-passer interzone spécial, au nom du Commandant en Chef Français en Allemagne, les Délégués Général et Supérieurs, ou par délégation, les Délégués de District et de Cercle, dans les limites du territoire soumis à leur contrôle

Exceptionnellement, les Chefs des Bureaux de circulation du C. C. F. A. et du G. M. Z. F. O. pourront également délivrer ces laissez-passer.

ART. 3. — Peuvent bénéficier du laissez-passer interzone spécial prévu par l'article 1 :

1. — Les ressortissants allemands se livrant au commerce interzone, travaillant dans l'industrie ou dans des entreprises agricoles et qui, pour des raisons liées à la bonne marche du commerce interzone doivent se rendre dans une autre zone.
2. — Les Allemands chargés par les Autorités d'occupation d'une mission officielle auprès de l'Administration Militaire d'une autre Zone.
3. — Les Allemands qui, pour des raisons urgentes d'ordre privé, doivent se rendre dans une autre zone.
4. — Les Allemands dont l'activité culturelle exige la visite d'une autre zone.

ART. 4. — Ne peuvent en principe bénéficier du laissez-passer interzone défini à l'article 1er, les ressortissants allemands qui, bien que remplissant les conditions prévues par l'article 3, sont titulaires d'une condamnation, ou ont fait l'objet d'une enquête administrative défavorable.

ART. 5. — La demande de laissez-passer doit être déposée auprès de l'une des Autorités énumérées à l'Article 2 et être accompagnée du questionnaire annexé au présent arrêté et qui doit être rempli par l'intéressé.

ART. 6. — Le laissez-passez est rédigé en français, en anglais, en russe et en allemand. Il est signé par l'autorité, qui l'a délivré et validé par l'apposition d'un cachet, dont une empreinte est déposée à tous les postes de contrôle de chaque Zone. Le talon du titre est conservé par le bureau émetteur.

ART. 7. — Le laissez-passer interzone ne vaut comme titre de franchissement de la ligne de démarcation que s'il est accompagné de la carte d'identité du titulaire. Il doit être présenté à toutes réquisitions.

ART. 8. — Le laissez-passer interzone ne peut être ni cédé ni modifié, ni détruit, dès son expiration, il doit être remis au Service qui l'a délivré. En cas de perte, ce Service doit en être immédiatement avisé.

ART. 9. — Le titulaire du laissez-passer n'est autorisé à voyager que sur l'itinéraire précisé par celui-ci et pour un motif nettement déterminé. Le port du laissez-passer lui donne droit d'obtenir des

VERFUGUNG Nr. 38

des Commandant en Chef Français en Allemagne über die Regelung des Verfahrens für die Erteilung von für eine einmalige Hin- und Rückreise gültigen Interzonen-Passierscheinen an deutsche Zivilpersonen.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt nach Anhörung des Comité Juridique und unter Bezugnahme auf

Das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Schaffung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch das Dekret vom 18. Oktober 1945,

Die Direktiven Nr. 43 und 49 des Conseil de Contrôle Interallié, folgende

VERFUGUNG.

Artikel 1. Um den interzonalen Verkehr der deutschen Zivilpersonen zu erleichtern, wird ein besonderer Passierschein geschaffen, der ohne vorherige Zustimmung der Behörden der Bestimmungszone erteilt wird und für eine einmalige Reise und eine Dauer von nicht mehr als 30 Tagen gültig ist.

In Fällen unbedingter Notwendigkeit kann eine Verlängerung von höchstens 15 Tagen von den Behörden der Bestimmungszone erteilt werden.

Artikel 2. Zur Ausstellung des besonderen Interzonen-Passierscheines sind namens des Commandant en Chef Français en Allemagne der Délégué Général und die Délégués Supérieurs oder, zufolge Ermächtigung die Délégués de District und Délégués de Cercle in den ihrer Kontrolle unterstehenden Gebieten ausschließlich befugt. Ausnahmsweise können auch die Chefs der Bureaux de Circulation des C. C. F. A. und des G. M. Z. F. O. solche Passierscheine ausstellen.

Artikel 3. Unter die Vergünstigung des besonderen Interzonen-Passierscheines des Artikels 1 fallen :

1. Deutsche Staatsangehörige, die sich mit interzonalem Handel befassen, in der Industrie oder in landwirtschaftlichen Unternehmen arbeiten und sich im Interesse des interzonalen Geschäftsverkehrs in eine andere Zone begeben müssen.
2. Deutsche, die durch die Besatzungsbehörden mit einem offiziellen Auftrag bei der Militärverwaltung einer anderen Zone betraut worden sind.
3. Deutsche, die sich aus dringendem privaten Anlaß in eine andere Zone begeben müssen.
4. Deutsche, deren kulturelle Tätigkeit den Besuch einer anderen Zone erfordert.

Artikel 4. Grundsätzlich kann die Vergünstigung des in Artikel 1 näher bestimmten Interzonen-Passierscheines denjenigen deutschen Staatsangehörigen nicht gewährt werden, gegen die, obwohl sie die in Artikel 3 vorgesehenen Bedingungen erfüllen, eine Verurteilung ausgesprochen worden ist oder die Gegenstand einer ungünstigen administrativen Untersuchung gewesen sind.

Artikel 5. Der Passierscheinantrag muß bei einer der in Artikel 2 aufgeführten Behörde unter gleichzeitiger Vorlage des dieser Verfügung beigefügten und vom Antragsteller auszufüllenden Fragebogens eingereicht werden.

Artikel 6. Der Passierschein ist in französischer, englischer, russischer und deutscher Sprache abgefaßt. Er wird von der Behörde, die ihn ausgestellt hat, unterzeichnet und zu seiner Gültigkeit mit einem Stempel versehen, von dem ein Abdruck bei allen Kontrollstellen jeder Zone niedergelegt wird.

Der Stammabschnitt wird von der Ausgabestelle verwehrt.

Artikel 7. Der Interzonen-Passierschein berechtigt nur in Verbindung mit einer Kennkarte zum Überschreiten der Demarkationslinie. Er ist auf Verlangen jederzeit vorzuzeigen.

Artikel 8. Der Interzonen-Passierschein kann weder übertragen noch abgeändert oder vernichtet werden. Nach Ablauf seiner Gültigkeit ist er an die Dienststelle, die ihn ausgestellt hat, zurückzugeben. Im Falle des Verlustes muß diese Dienststelle sofort verständigt werden.

Artikel 9. Der Inhaber des Passierscheines darf nur den auf dem Passierschein näher bezeichneten Reiseweg benutzen und die

denrées alimentaires, l'essence, le lubrifiant et tous les autres produits de première nécessité dans les conditions prévues par les règlements locaux.

ART. 10. — Dans les 24 heures de l'arrivée à destination, le titulaire du laissez-passer doit faire viser ce document par le Bourgmestre de la localité dans laquelle il se trouve ou par un Officier du Gouvernement Militaire. En ce qui concerne la Zone Française, le Bourgmestre fournira un compte-rendu journalier des arrivées qu'il a enregistrées au Commissariat de Sûreté du Cercle dont il dépend.

ART. 11. — Si le demandeur requiert le passage dans plusieurs Zones successives et désire se rendre dans plusieurs villes à des fins ayant trait à son activité ainsi qu'il a été prévu à l'article 3 du présent arrêté chacune de ces zones, chaque ville et chaque itinéraire devra être précisé sur le laissez-passer.

ART. 12. — Les Commandants de Zone gardent le droit discrétionnaire d'interdire ou d'ajourner l'entrée ou la sortie de toute personnes ou de tout groupe de personnes au cas où les prescriptions ci-dessus n'auraient pas été observées.

ART. 13. — Les personnes détenant un laissez-passer interzone pour un seul voyage, ne peuvent changer de lieu de destination ou d'itinéraire sans autorisation de l'Administration Militaire des deux Zones. Toutes les infractions seront soumises à une enquête minutieuse et les contrevenants seront refoulés sur leur zone de départ sans préjudice des sanctions qui pourraient éventuellement être prises à leur encontre conformément à la législation en vigueur.

ART. 14. — L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

BADEN-BADEN, le 2 Juillet 1947

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne,
P. KOENIG

ARRÊTÉ No 223

de l'Administrateur Général sur l'organisation et le fonctionnement de l'Office du Commerce extérieur

L'Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Vu l'ordonnance No 97 en date du 1er Juillet 1947 relative au commerce extérieur de la Zone Française d'occupation portant abrogation de l'ordonnance No 28 en date du 29 Décembre 1945,

Le Comité Juridique entendu.

ARRÊTE :

TITRE I

Administration de l'Office du Commerce Extérieur

ART. 1er. — L'Office du Commerce Extérieur créé par l'article 2 de l'Ordonnance No 97 du 1er Juillet 1947 constitue un Etablissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il est administré par un Directeur dont la gestion est contrôlée par un Comité de Surveillance.

ART. 2. — Le Directeur est nommé par l'Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation, sur proposition du Directeur Général de l'Économie et des Finances.

ART. 3. — Le Directeur a les attributions ci-après :

1. — Il exerce les fonctions d'ordonnateur ;
2. — Il fixe, dans les conditions prévues par le présent arrêté, par décisions prises en accord avec le Chef du Service du Commerce Extérieur, l'organisation et le fonctionnement intérieur de l'Office.

Reise nur aus einem genau bestimmten Anlaß unternehmen. Der Besitz des Passierscheines gibt ihm Anspruch auf Lebensmittel Treibstoff, Schmiermittel und alle anderen dringend notwendigen Bedarfsartikel unter den in den örtlichen Bestimmungen vorgesehenen Bedingungen.

Artikel 10. Innerhalb 24 Stunden nach der Ankunft am Bestimmungsort hat der Inhaber des Passierscheins diesen durch den Bürgermeister der Ortschaft, wo er sich aufhält, oder durch einen Beamten der Militärregierung mit einem Sichtvermerk versehen zu lassen. Soweit die französische Zone in Frage kommt, hat der Bürgermeister täglich Meldung an das Kreiskommissariat der Sûreté, dem er unterstellt ist, über die von ihm eingetragenen Ankünfte zu machen.

Artikel 11. Falls der Antragsteller mit Rücksicht auf seine Tätigkeit entsprechend dem Artikel 3 dieser Verfügung mehrere Zonen nacheinander aufzusuchen begehrt und sich in mehrere Städte zu begeben wünscht, so ist jede dieser Zonen, jede Stadt und jeder Reiseweg genau auf dem Passierschein anzugeben.

Artikel 12. Die Zonenbefehlshaber behalten das uneingeschränkte Recht, die Einreise oder Ausreise jeder Person oder Personengruppe zu untersagen oder zu verschieben für den Fall daß die vorstehenden Vorschriften nicht befolgt worden sind.

Artikel 13. Die Personen, die im Besitz eines Interzonen-Passierscheines für eine einmalige Reise sind, können den Bestimmungsort und den Reiseweg nicht ohne Ermächtigung der Militärverwaltung der beiden Zonen ändern. Alle Zuwiderhandlungen sind einer eingehenden Untersuchung zu unterziehen und die Zuwiderhandelnden sind in ihre Ausgangszone zurückzuschicken, unbeschadet der Strafen, die gegebenenfalls gegen sie entsprechend der geltenden Gesetzgebung ausgesprochen werden können.

Artikel 14. Der Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire des französischen Besetzungsgebietes ist mit der Durchführung dieser Verfügung beauftragt, die im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist.

BADEN-BADEN, den 2. Juli 1947.

Der Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG.

VERFUGUNG Nr. 223

des Administrateur Général über die Organisation und die Arbeitsweise des Außenhandelszentralamtes.

Der Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire des französischen Besetzungsgebietes erläßt unter Bezugnahme auf

Das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Schaffung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch das Dekret vom 18. Oktober 1945,

Die Anordnung Nr. 97 vom 1. Juli 1947 über den Außenhandel des französischen Besetzungsgebietes unter Aufhebung der Verordnung Nr. 28 vom 29. Dezember 1945 und nach Anhörung des Comité Juridique

folgende

VERFUGUNG.

1. Abschnitt.

Verwaltung des Außenhandelszentralamtes.

Artikel 1. Das durch Artikel 2 der Verordnung Nr. 97 vom 1. Juli 1947 geschaffene Außenhandelszentralamt stellt eine öffentliche Einrichtung mit juristischer Persönlichkeit und finanzieller Selbständigkeit dar. Es wird von einem Direktor geleitet, dessen Geschäftsführung durch einen Aufsichtsrat kontrolliert wird.

Artikel 2. Der Direktor wird auf Vorschlag des Directeur Général de l'Économie et des Finances durch den Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire der französischen Besetzungszone ernannt.

Artikel 3. Der Direktor hat folgende Befugnisse :

1. Er übt die Befugnisse der allgemeinen Leitung aus.
2. Er bestimmt entsprechend den in dieser Verfügung vorgesehenen Bedingungen im Einverständnis mit dem Chef du Service du Commerce Extérieur die Organisation und den inneren Geschäftsbetrieb des Amtes.

3. — Il soumet à la signature de l'Administrateur Général dans les conditions fixées par une décision spéciale les arrêtés de nomination du personnel français de l'Office.

4. — Il représente l'Officomex en Justice et dans toutes transactions de caractère commercial. Il peut faire ouvrir, dans le cadre de la réglementation en vigueur tous comptes en RM. ou en devises, au nom de l'Office.

ART. 4. — Le Comité de Surveillance comprend sous la présidence du Directeur Général de l'Économie et des Finances :

1. — Le Directeur des Finances ou son représentant,
2. — Le Directeur de la Production Industrielle ou son représentant
3. — Le Directeur de l'Agriculture-Ravitaillement ou son représentant
4. — Le Directeur des Travaux Publics et Transports ou son représentant
5. — Un représentant du Directeur Général des Affaires Administratives
6. — Le Directeur de l'Office des Changes ou son représentant
7. — Le Chef du Service du Commerce Extérieur ou son représentant
8. — Le membre permanent du Comité Juridique pour la D. G. E. F.

ART. 5. — Le Comité de Surveillance se réunit tous les trimestres ou sur convocation de son président.

ART. 6. — Le Directeur de l'Officomex informe le Comité de Surveillance de l'activité de l'Office durant le trimestre considéré. Le Comité de Surveillance a qualité pour demander toutes explications et justifications complémentaires, se faire communiquer tous documents administratifs ou comptables et proposer toutes réformes qui lui paraîtraient utiles. Il fixe lui-même les règles de son fonctionnement.

ART. 7. — Il sera constitué, sous la présidence du Chef du Service du Commerce Extérieur ou de son délégué, des Commissions mixtes comprenant, par grandes catégories de produits figurant au plan d'importation ou d'exportation de la Zone Française d'Occupation, des représentants de l'O. C. E. et des représentants des services techniques intéressés du G. M. Z. F. O.

Ces Commissions se réuniront périodiquement ou sur la convocation du Chef du Service, du Commerce Extérieur en vue d'examiner les conditions de réalisation du plan d'importations-exportations.

TITRE II

Régime financier

ART. 8. — L'Office du Commerce Extérieur établit un budget annuel en Reichsmark. Ce budget est préparé par le Directeur. Le contrôleur financier prévu à l'article 12, le transmet avec son avis, avant le 1er Décembre de chaque année, au Chef du Service du Commerce Extérieur, qui le soumet au Comité de Surveillance. Il est réglé par l'Administrateur Général.

ART. 9. — Le budget s'exécute au cours de l'année civile, suivant les règles de la comptabilité publique.

Un agent comptable est désigné par l'Administrateur Général sur proposition du Directeur Général de l'Économie et des Finances.

ART. 10. — Le Directeur établit le compte administratif, et l'agent comptable le compte de gestion. Le compte administratif est transmis et approuvé dans les mêmes conditions que le budget. Le compte de gestion est approuvé par le Directeur des Finances, après avis du Contrôleur financier.

ART. 11. — Un contrôleur financier est chargé du contrôle des opérations financières de l'office.

Il assiste aux séances du Comité de Surveillance. Le Directeur est tenu de lui communiquer, sur sa demande, toutes pièces et tous documents.

ART. 12. — L'Office tiendra une comptabilité commerciale provisoirement régie par les dispositions du Code de Commerce français, pour retracer toutes les opérations dont il est chargé conformément aux dispositions de l'article 2 de l'ordonnance no 97 en date du 1er Juillet 1947 Cette comptabilité est tenue par l'Agent comptable sous la responsabilité du Directeur.

TITRE III

Außenhandelsämter

ART. 13. — Le Directeur de l'Office du Commerce Extérieur présentera à l'approbation du Chef du Service du Commerce Extérieur, un projet d'organisation des Außenhandelsämter.

3. Er legt dem Administrateur Général unter den in einer besonderen Bestimmung festgelegten Bedingungen die Verfügungen über die Ernennung des französischen Personals dieses Amtes zur Unterschrift vor.

4. Er vertritt das Außenhandelszentralamt vor Gericht und bei allen Handelsgeschäften. Er kann im Rahmen der geltenden Regelung alle Arten von Konten in Reichsmark oder Devisen am Namen des Amtes eröffnen lassen.

Artikel 4. Dem Aufsichtsrat gehören unter dem Vorsitz des Directeur Général de l'Économie et des Finances an :

1. Der Directeur des Finances oder sein Vertreter;
2. Der Directeur de la Production Industrielle oder sein Vertreter;
3. Der Directeur de l'Agriculture-Ravitaillement oder sein Vertreter;
4. Der Directeur des Travaux Publics et Transports oder sein Vertreter;
5. Ein Vertreter des Directeur Général des Affaires Administratives;
6. Der Directeur de l'Office des Changes oder sein Vertreter;
7. Der Chef du Service du Commerce Extérieur oder sein Vertreter;
8. Das ständige Mitglied des Comité Juridique pour la D.G.E.F..

Artikel 5. Der Aufsichtsrat tritt alle drei Monate oder auf Einberufung seines Vorsitzenden hin zusammen.

Artikel 6. Der Direktor des Außenhandelszentralamtes unterrichtet den Aufsichtsrat über die Tätigkeit des Amtes während des Berichtsvierteljahres. Der Aufsichtsrat ist befugt, jede Art von zusätzlicher Aufklärung und Rechtfertigung zu verlangen, sich alle Unterlagen der Verwaltung und Buchführung vorlegen zu lassen und alle Änderungen, die ihm zweckmäßig erscheinen, vorzuschlagen. Er bestimmt selbst seine Geschäftsordnung.

Artikel 7. Unter dem Vorsitz des Chefs du Service du Commerce Extérieur oder seines Vertreters werden gemischte Kommissionen gebildet, denen entsprechend den großen Gruppen der verschiedenen Erzeugnisse, wie sie in dem Ein- und Ausfuhrplan des französischen Besetzungsgebietes enthalten sind, die Vertreter des O.C.E. und die Vertreter der beteiligten technischen Dienste des G.M.Z.F.O. angehören.

Diese Kommissionen treten regelmäßig zu bestimmten Zeiten oder nach Einberufung durch den Chef du Service du Commerce Extérieur zusammen, um die Bedingungen für die Verwirklichung des Ein- und Ausfuhrplanes zu prüfen.

2. Abschnitt.

Finanzielle Regelung.

Artikel 8. Das Außenhandelszentralamt stellt einen jährlichen Haushaltsplan in Reichsmark auf. Dieser Haushaltsplan wird vom Direktor vorbereitet. Der in Artikel 12 vorgesehene Finanzkontrolleur übermittelt ihn mit seiner Stellungnahme vor dem 1. Dezember jedes Jahres dem Chef du Service du Commerce Extérieur, der ihn dem Aufsichtsrat vorlegt. Er wird durch den Administrateur Général verabschiedet.

Artikel 9. Der Haushaltsplan erstreckt sich auf das Kalenderjahr entsprechend den Bestimmungen über die Buchführung öffentlicher Verbände.

Der Administrateur Général bestellt auf Vorschlag des Directeur Général de l'Économie et des Finances einen Rechnungsprüfer.

Artikel 10. Der Direktor stellt die Verwaltungsrechnung und der Rechnungsprüfer die Geschäftsführungsrechnung auf. Die Verwaltungsrechnung wird unter den gleichen Bedingungen wie der Haushaltsplan vorgelegt und genehmigt. Die Geschäftsführungsrechnung wird von dem Directeur des Finances nach Stellungnahme des Finanzkontrolleurs genehmigt.

Artikel 11. Ein Finanzkontrolleur wird mit der Kontrolle der Finanzgebarung des Amtes beauftragt.

Er nimmt an den Sitzungen des Aufsichtsrates teil. Der Direktor hat ihm auf Verlangen alle Unterlagen und Belege zugänglich zu machen.

Artikel 12. Das Amt hat eine vorläufige Handelsbuchhaltung entsprechend den Vorschriften des französischen Handelsgesetzbuches zu führen, um alle Geschäfte, mit denen es, gemäß den Vorschriften des Artikels 2 der Verordnung Nr. 97 vom 1. Juli 1947 beauftragt wird, auszuführen. Diese Buchführung erfolgt durch den Rechnungsführer unter der Verantwortung des Direktors.

3. Abschnitt.

Außenhandelsämter.

Artikel 13. Der Direktor des Außenhandelszentralamtes hat dem Chef du Service du Commerce Extérieur einen Organisationsplan der Außenhandelsämter zur Genehmigung vorzulegen.

Ces organismes auprès desquels le Directeur de l'Office du Commerce Extérieur est désigné comme Commissaire du Gouvernement et représenté en permanence par un commissaire adjoint placé sous son autorité seront administrés par un Conseil composé de personnalités allemandes.

Ils n'auront ni la personnalité civile, ni l'autonomie financière et ne disposeront que des pouvoirs qui leur seront donnés par délégation du Directeur de l'Office du Commerce Extérieur.

ART. 14. — Le Directeur des Finances et le Chef du Service du Commerce extérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne sous l'autorité du Directeur Général de l'Économie et des Finances, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

BADEN-BADEN, le 2 Juillet 1947.

L'Administrateur Général,
E. LAFFON

Diese Ämter, bei denen der Direktor des Außenhandelszentralamtes zum Commissaire du Gouvernement bestellt und ständig durch einen ihm unterstellten Commissaire Adjoint vertreten wird, werden durch einen aus Deutschen zusammengesetzten Rat verwaltet.

Sie haben weder Rechtspersönlichkeit noch finanzielle Selbständigkeit und verfügen nur über die Befugnisse, die ihnen durch den Direktor des Außenhandelszentralamtes übertragen werden.

Artikel 14. Der Directeur des Finances und der Chef du Service du Commerce Extérieur werden, jeder für seinen Dienstbereich, unter der Oberleitung des Directeur Général de l'Économie et des Finances mit der Durchführung dieser Verfügung beauftragt. Die am Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist.

BADEN-BADEN, den 2. Juli 1947.

Der Administrateur Général
E. LAFFON.

Amtliche Bekanntmachungen

Amtliche Bekanntmachungen

Geschäftsnummer 2 F 24/47.

Aufgebot

Der Friseur Werner Gubba aus Braunschweig, Hartstieg Nr. 44, hat das Aufgebot seines in Verlust geratenen Sparkassenbuches Nr. E 25 364 der Stadt Sparkasse Bad Kreuznach, beantragt. Der Inhaber des Sparkassenbuches wird aufgefordert, spätestens in dem auf den 7. November 1947, 10 Uhr, vor dem unterzeichneten Gericht, Zimmer Nr. 5, anberaumten Aufgebotstermin seine Rechte anzumelden und das Sparbuch vorzulegen, widrigenfalls die Kraftloserklärung desselben erfolgen wird. (623)

Bad Kreuznach, den 19. Juni 1947.

Amtsgericht.

Erbenaufrau.

Am 21. März 1946 ist in St. Gallen (Schweiz) gestorben: Beck Josef, Fellträger, deutscher Reichsangehöriger, geboren am 17. März 1874 zu Bellamont, Kreis Biberach/Württemberg, wohnhaft gewesen an der Linsebühlstr. 65, St. Gallen (Schweiz), Sohn des Beck Michael, geboren am 20. Oktober 1821 in Ringschnait, Kreis Biberach, gestorben am 9. Dezember 1901 zu Liebenau, Kreis Tettnang und der Walburga geb. Schneider, geboren am 26. Februar 1832 in Altrach, gestorben am 26. Mai 1881 in Haslach, Kreis Leutkirch/Württemberg. Wer auf dessen Verlassenschaft erbrechtliche Ansprüche erheben will, wird hiermit gemäß Art. 555 des schweizerischen Zivilgesetzbuches aufgefordert, diese Ansprüche innerhalb Jahresfrist beim Bezirksamt St. Gallen (Schweiz) geltend zu machen. Diejenigen, die Ansprüche stellen, haben mittels standesamtlicher oder anderer gleichwertiger Ausweise den lückenlosen Nachweis für ihre Blutsverwandtschaft mit dem Erblasser zu erbringen. Angehörige der vierten Ordnung sind nach schweizerischem Recht nicht mehr erbberechtigt. Nach Ablauf der angesetzten Frist wird die Erbschaft, sofern es die bestehenden Vorschriften gestatten, den dann bekannten Erben ausgehändigt. (624)

St. Gallen, den 26. Februar 1947.

Bezirksamt St. Gallen (Schweiz)

R. 417/46

Amtliche Bekanntmachung

Eise Göhringer, geb. Zucker in Lahr, vertreten durch Rechtsanwalt Aichele, ebenda, klagt gegen ihren Ehemann Adolf Max Göhringer, Malermeister, zuletzt in Lahr wohnhaft, z. Zt. in Nordamerika, auf Grund des Paragr. 43 des Ehegesetzes. Die Klägerin ladet den Beklagten zur Verhandlung der Sache vor das Landgericht Offenburg auf: Dienstag, den 7. Oktober 1947, vorm. 8.30 Uhr, Zimmer 32, mit der Aufforderung, einen bei diesem Gericht zugelassenen Rechtsanwalt zu bestellen, falls der Klage entgegengetreten wird. (625)

Offenburg, den 24. Juni 1947.

Die Geschäftsstelle des Landgerichts.

URK. Reg. II, 25/47.

Aufgebot

Die Ehefrau des Verschollenen, Maria Luise Dern, geb. Korn in Kaiserslautern wohnhaft hat beantragt, ihren verschollenen Ehemann, den kaufm. Abteilungsleiter und Fliegerlieutenant Karl Dern, geb. 17. Dezember 1904 zu Paderborn, zuletzt wohnhaft in Kaiserslautern, Pfaffenbergstr. 68, für tot zu erklären. Der Verschollene wird aufgefordert, sich spätestens im Aufgebotstermin am Montag, den 15. September 1947, 9 Uhr vorm., vor dem unterzeichneten Gerichtsgebäude der Polizeidirektion, Zimmer Nr. 30, Logenstr. 5, zu melden, widrigenfalls die Todeserklärung erfolgen kann. An alle, die Auskunft über Leben oder Tod des Verschollenen zu erteilen vermögen, ergeht die Aufforderung, spätestens im Aufgebotstermin dem Gericht Anzeige zu machen.

Kaiserslautern, den 30. Juni 1947. (626)

Amtsgericht.

N. 3/38.

In dem Konkursverfahren über das Vermögen der Lenzkircher Holzindustrie Ströblich u. Stegen in Lenzkirch, ist Termin zur Gläubigerversammlung bestimmt auf: Donnerstag, den 4. September 1947, vorm. 8 Uhr, 2. Stock, Zimmer Nr. 1. Die Versammlung soll über die Einstellung des Verfahrens mangels Masse und über die Festsetzung der Gebühr des Sonderverwalters, sowie darüber gehört werden, ob dem früheren Konkursverwalter Rechtsanwalt Dr. Schürmer eine Vergütung zu bewilligen ist. (627)

Neustadt/Schwarzw., den 1. Juli 1947.

Bad. Amtsgericht.

Im Einvernehmen mit dem Amtsgericht in Teilnang beauftragt die Aktionäre der Zahnradfabrik Friedrichshafen A.-G. zu der am Dienstag, den 29. Juli 1947, 15 Uhr, in dem Verwaltungsgebäude der Zahnradfabrik Friedrichshafen, Löwental 40, stattfindenden außerordentlichen Hauptversammlung mit folgender Tagesordnung ein:

Neubildung des Aufsichtsrates.

Friedrichshafen, den 25. Juni 1947. (628)

Der Administrateur Liquidateur
der Luftschiffbau Zeppelin GmbH.
gez.: Jean Deudon.

Bad. Amtsgericht Kehl

Handelsregister

HR. A 4, 163. Firma Willy Jäniche, Rohrtabake in Leutesheim, Amt Kehl: Herbert Jäniche, Student in Leutesheim, ist in das Geschäft als persönlich haftender Gesellschafter eingetreten. Die Gesellschaft hat am 24. Dezember 1945 begonnen. Zur Vertretung ist er nicht berechtigt.

Rechen, den 2. Juli 1947. (631)

Bad. Amtsgericht Emmendingen
Zweiggericht Kenzingen

Güterrechtsregister / Neueintragung

GR. S. 107. — Albert Baumgart, Landwirt in Wagenstadt und dessen Ehefrau Anna geb. Rombach. Vertrag vom 16. 1. 1946. Gütertrennung gemäß § 1426 ff. BGB.

Den 2. Juli 1947. (632)

Aufgebot

Die von uns bezw. unserer Zweigstelle Seelbach ausgestellten Sparkassenbücher Nr. 5139 Bestand RM. 2 400,55; Nr. 61 164 Bestand RM. 500,91 sind in Verlust geraten. Wir fordern hiermit die Inhaber auf, uns unter Geltendmachung etwaiger Rechtsansprüche die Sparbücher innerhalb eines Monats vom Tage der Veröffentlichung vorzulegen, andernfalls die genannten Urkunden für kraftlos erklärt sind.

Lahr, den 5. Juli 1947. (633)

Bezirkssparkasse Lahr/Sche.

A. Band 3, Nr. 13. — Bei der Firma F. und W. Kumpf, Tuchfabrik in Schiltach. Auf Ableben des am 3. 11. 1945 verstorbenen Inhabers ist das Unternehmen in eine Kommanditgesellschaft umgewandelt worden, von welcher die Firma unverändert weitergeführt wird. Die Gesellschaft hat am 1. 1. 1946 begonnen. Persönlich haftende Gesellschafter: 1. Fabrikant Fritz Kumpf in Eibach; 2. Frau Lenelotte Kumpf Witwe des bisherigen Inhabers Wilhelm Kumpf in Schiltach. Die Gesellschaft wird vertreten durch Fabrikant Fritz Kumpf allein oder durch Frau Lenelotte Kumpf in Gemeinschaft entweder mit Fabrikant Fritz Kumpf oder einem Prokuristen. Es sind zwei Kommanditisten vorhanden. Fri. Luise Schmidtke in Schiltach ist Einzelprokura erteilt.

Den 3. Juli 1947. (634)

Aufgebot

7 F 3/47. — Der Kasimir Dollboir, Saarlouis, Beaumarais, Hauptstraße 75, handelnd im Auftrage der Erbengemeinschaft hat das Aufgebot des Sparkassenbuches der Stadtparkasse Saarlouis Nr. 19 138 lautend auf Anton Winter, in Saarlouis Beaumarais, Hauptstraße 75, beantragt. Der Inhaber der Urkunde wird aufgefordert, spätestens in dem auf

Donnerstag, den 9. Oktober 1947, 10 Uhr vor dem unterzeichneten Gericht, Saal 9, anberaumten Aufgebotstermin seine Rechte anzumelden und die Urkunde vorzulegen, widrigenfalls die Kraftloserklärung der Urkunde erfolgen wird.

Saarlouis, den 16. Juni 1947. (635)

Das Amtsgericht.

Anordnung

N. 1/46. In dem Konkursverfahren über den Nachlaß des am 18. Dezember 1944 gefallenen Franz Josef Hocke, Bauunternehmer in Kaiserslautern, wird an Stelle des durch Beschluß des Konkursgerichts vom 27. November 1946 zum Konkursverwalter ernaunten Rechtsbeistandes Franz Frühbeiser in Kaiserslautern, der Rechtsanwalt Dr. Wilhelm Hoffmann in Kaiserslautern als Konkursverwalter ernannt. (636)

Kaiserslautern, den 4. Juni 1947

Amtsgericht — Konkursgericht.

Aufgebot

UR. K. Reg. II 14/47. Die Ehefrau des verschollenen Hedwig Fuchs, geb. Burckhardt, Ehefrau von Richard Fuchs, Schreiner, z. Zl. in Weidenhald wohnhaft, hat beantragt ihren Ehemann, Richard Fuchs, geb. am 4. Februar 1914 in Siegelbach, Schreiner, zuletzt wohnhaft in Siegelbach, Gartenstr. 2, für tot zu erklären. Der Verschollene wird aufgefordert, sich spätestens im Aufgebotstermin am Montag, den 15. September 1947, vorm. 9 Uhr, vor dem Amtsgericht Kaiserslautern, Zimmer Nr. 30, Gebäude der Polizeidirektion, Logenstr. 5, zu melden, widrigenfalls die Todeserklärung erfolgen kann. An alle, die Auskunft über Leben oder Tod des Verschollenen zu erteilen vermögen, ergeht die Aufforderung, spätestens im Aufgebotstermin dem Gericht Anzeige zu machen. (637)

Kaiserslautern, den 1. Juli 1947.

Amtsgericht.

Amtsgericht Emmendingen

Güterrechtsregister / Neueintrag

Band I, Seite 459: Ebinger Albert, Zeitsekretär in Emmendingen und seine Ehefrau Hedwig, geb. Schrag in Denzingen: Der Mann hat das Recht der Frau innerhalb ihres häuslichen Wirkungskreises seine Geschäfte für ihn zu besorgen und ihn zu vertreten, ausgeschlossen.

Den 28. Juni 1947.

Handelsregister / Neueintragung

A, Band II, OZ 135: Firma Breisgauer-Bindfaden-Großhandlung H. Henrich & Co., Emmendingen, offene Handelsgesellschaft. Die Gesellschaft hat am 1. Januar 1947 begonnen. Persönlich haftende Gesellschafter sind Heinz Henrich, Kaufmann und Otto Bürklin, Kaufmann, beide in Emmendingen. Zur Vertretung der Gesellschaft ist jeder Gesellschafter ermächtigt.

Den 26. Juni 1947.

(638)

In das Handelsregister B unter Nr. 29 ist heute die Firma Saarländische Preßstoffwerke GmbH., eingetragen worden. Sitz der Gesellschaft ist Völklingen-Fenne. Gegenstand des Unternehmens ist: Herstellung, Verarbeitung und Vertrieb von Kunststoffen. Die Gesellschaft ist berechtigt, andere Betriebe und Unternehmen zu erwerben, Grundstücke zu erwerben und zu veräußern, Zweigniederlassungen in In- und Ausland zu errichten und sich an anderen Unternehmen zu beteiligen. Das Stammkapital beträgt 248 000.— RM. Geschäftsführer ist Fabrikdirektor Gustav Foes in Schifferstadt (Pfalz). Der Gesellschaftsvertrag ist am 14. Mai 1947 festgestellt. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so wird die Gesellschaft durch wenigstens zwei Geschäftsführer oder durch einen Geschäftsführer und einen Prokuristen vertreten. Als nicht eingetragen wird bekannt gemacht: Von den Gesellschaftern bringt der Fabrikdirektor Gustav Foes, in Schifferstadt (Pfalz), Pressen im Werte von 124 000 RM. ein. — Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen im Amtsblatt der Verwaltungskommission des Saarlandes und in der Saarbrücker Zeitung.

Völklingen, den 20. Juni 1947.

(639)

Das Amtsgericht.

HR. B, Nr. 3. — (Betr.: Bocks & Co., GmbH., Nister-Hammer). Dem Dr. Josef Nolden in Scheuerfeld/Sieg und dem Julius Schäfer in Hachenburg ist Prokura erteilt dergestalt, daß jeder von ihnen entweder zusammen mit dem Geschäftsführer oder mit einem anderen Prokuristen zur Vertretung der Firma befugt ist.

Hachenburg, den 21. Juni 1947.

(640)

Das Amtsgericht.

Aufgebot

2 F 5/47. — Des Emil Kohler, Utzenfeld, hat das Aufgebot des Sparkassenbuches Nr. 29 939 lautend auf Max Kohler, Krim-Assistent in Sigmaringen, ausgestellt von der Hohenzollerischen Landesbank in Sigmaringen beantragt. Der Inhaber der Urkunde wird aufgefordert, spätestens in dem auf den

7. Februar 1948, vormittags 9 Uhr

vor dem unterzeichneten Gericht anberaumten Aufgebotstermin seine Rechte anzumelden und die Urkunde vorzulegen, widrigenfalls die Kraftloserklärung der Urkunde erfolgen wird.

Sigmaringen, den 30. Juni 1947.

(641)

Amtsgericht.

Amtsgericht Sigmaringen

Handelsregister / Veränderung

HR. A 2. — Bei Fa. Stämpfli, Bingen: I. Der am 24. 2. 1945 verstorbene Miterbe Emil Götz, Brauereibesitzer in Bingen ist von 1. Maria Lorch geb. Götz in Sigmaringen; 2. Heinrich Götz in Bingen und 3. Gertrud Zimmermann geb. Götz in Bingen und II. der am 15. 6. 1946 verstorbene Miterbe Artur Stämpfli, Ingenieur in Bingen von 1. Max Stämpfli, Fabrikant in Bingen; 2. Gottfried Stämpfli in Bietigheim und 3. den oben unter I 1—3 bezeichneten Erben beerbt worden.

Den 16. Juni 1947.

HR. B 3. — Bei Fa. Habsthaler Kunstgewerbe-gesellschaft mit beschränkter Haftung in Habsthal: Die Prokura der Elisabeth Luitfrieda Funk, der Sophie Bernarda Weißhaupt und der Antonie Benedicta Beyerle ist erloschen. Durch Beschluß sämtlicher Gesellschafter vom 31. März 1946 ist die Gesellschaft ab 1. 4. 1946 aufgelöst. Liquidator ist Antonie Beyerle, genannt Schwester Benedicta in Habsthal.

Den 1. Juli 1947.

Neueintragung

HR. B 7. — „Gesellschaft für Heizungstechnik mit beschränkter Haftung“ in Sigmaringen. Gesellschaftsvertrag vom 4. Jan. 1947 und Nachträge vom 2. April und 11. Juni 1947. Gegenstand des Unternehmens ist die Entwicklung und Herstellung von heizungstechnischen und verwandten Geräten und Materialien aller Art, sowie deren Vertrieb in In- und Ausland. Stammkapital 21 000 RM. Geschäftsführer sind: Dr. jur. Eriand Weber-Schumburg in Krauchenwies und Rudolf Rettig, Ingenieur in Sigmaringen, je einzeln zur Vertretung und Zeichnung befugt. Ferner wird bekannt gemacht: Der Gesellschafter Josef Liefers, Maschinenrevisor in Sigmaringen bringt als Sacheinlage eine Herdofenkonstruktion samt allen für diese in In- und Ausland bestehenden Schutzrechten im festgesetzten Wert von 7000 RM. ein, sodaß seine Stammeinlage voll geleistet ist. — Die öffentlichen Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen in der Schwäbischen Zeitung Sigmaringen.

Den 1. Juli 1947.

(642)

Bad. Amtsgericht II Singen

(Hohentwiel)

Todeserklärung

Der Arbeiter Johannes Wick in Berlin NO 55, Elbinger Str. 52, hat beantragt, den verschollenen Arbeiter Karl Friedrich Wick, geboren am 20. Februar 1886 in Honstetten, zuletzt wohnhaft in Böhlingen, für tot zu erklären. Der Genannte wird aufgefordert, sich spätestens Mittwoch, den 27. August 1947, vor dem unterzeichneten Gericht zu melden, oder über seinen Verbleib Nachricht zu geben, widrigenfalls die Todeserklärung erfolgen wird. Alle, die Auskunft über Leben oder Tod des Verschollenen geben können, werden aufgefordert, dies spätestens im Aufgebotstermin dem Gericht anzuzeigen.

Den 23. Juni 1947.

(643)

Veränderungen

A, Band IV/OZ. 222. Firma: Stößer u. Sohn, Rastatt, Kaufmann Josef Stößer Wwe., Sofie Elisabeth, geb. Binder in Rastatt, ist in das Geschäft als persönlich haftende Gesellschafterin eingetreten. Die Gesellschaft ist mit ihr nach dem Tode ihres Ehemannes, des bisherigen Gesellschafters Josef Stößer, fortgesetzt.

Den 27. Juni 1947.

(646)

Amtsgericht Rastatt.

Brenner Hotel A.-G., Baden-Baden

Einladung zur 22. ordentlichen Hauptversammlung, die stattfindet am 27. August 1947, 11 Uhr, in Schillerstr. 2, Baden-Baden.

Tagesordnung:

1. Vorlage des Jahresabschlusses und des Geschäftsberichts für 1946 mit dem Bericht des Aufsichtsrats.
2. Beschlussfassung über die Verwendung des Reingewinns.
3. Beschlussfassung über die Entlastung des Vorstandes und des Aufsichtsrats.
4. Neuwahl des Aufsichtsrats gemäß Satzungen.
5. Wahl des Abschlußprüfers für 1947.

Der Vorstand: Kurt Brenner — Alfred Brenner. Hinterlegungsstellen für die Aktien: Deutsche Bank, Baden-Baden, Bankhaus Frisch, Stuttgart, Hardy u. Co., Hannover. (645)

Mech. Buntweberei Brennet
in Brennet

Einladung zur Hauptversammlung

Hiermit beehren wir uns, unsere Aktionäre zur ordentlichen Hauptversammlung auf 12. August 1947, 15 Uhr, nach Brennet, in die Geschäftsräume der Firma einzuladen.

Tagesordnung

1. Vorlage des Jahresabschlusses, des Geschäftsberichts, des Berichtes des Aufsichtsrates und die Beschlussfassung über die Gewinnverteilung für das Geschäftsjahr 1943/44 an die Hauptversammlung zur Kenntnisnahme.
2. Vorlage der Jahresabschlüsse, der Geschäftsberichte und der Berichte des Aufsichtsrates für die Geschäftsjahre 1944/45 und 1945/46.
3. Beschlussfassung über die Jahresergebnisse für die Geschäftsjahre 1944/45 und 1945/46.
4. Entlastung des Vorstandes und des Aufsichtsrates für die Geschäftsjahre 1943/44, 1944/45 und 1945/46.
5. Neuwahl des Aufsichtsrates.
6. Wahl der Abschlußprüfer für das Geschäftsjahr 1946/47.

Die Aktionäre, welche an der Hauptversammlung teilzunehmen wünschen, haben ihre Aktien spätestens am dritten Werktag vor der anberaumten Hauptversammlung zu hinterlegen. Hinterlegungsstellen sind: Die Gesellschaft, die Dresdener Bank, Filiale Stuttgart, Die Deutsche Bank, Filiale Stuttgart, Die Kommerzbank Aktiengesellschaft in Stuttgart. (651)

Brennet, den 25. Juni 1947.

Der Vorstand.

Bekanntmachungen

Infolge Uebergabe des Geschäftsbetriebes an eine andere landw. Genossenschaft hat die a. o. Generalversammlung v. 12. 1. 1947 die Auflösung beschlossen. Die Gläubiger werden hiermit aufgefordert, sich zu melden. (647)

Pfropfbengennossenschaft Gengenbach u. Umgebung (Amt Offenburg), e. G. m. b. H., I. Liq. Die Liquidatoren Karl Faller und Karl Bruder, beide in Gengenbach.

Bekanntmachung

Infolge Uebergabe des Geschäftsbetriebes an eine andere landw. Genossenschaft hat die a. o. Generalversammlung vom 15. Mai 1947 die Auflösung beschlossen. Die Gläubiger der Genossenschaft werden hiermit aufgefordert, sich zu melden. (648)

Pfropfbengennossenschaft Zunsweiler und Umgebung bei Offenburg e. G. m. b. H., I. Liq. Die Liquidatoren Karl Lienhard u. Leonhard Bau, beide in Zunsweiler.

In das Handelsregister, Abt. A, wurde heute bei der Firma Buus u. Maus, Nastätten, eingetragen: Die offene Handelsgesellschaft ist in eine Kommanditgesellschaft umgewandelt worden. Die Gesellschaft hat am 1. Januar 1947 begonnen. Eine Kommanditistin, Der Gesellschafter Kaufmann Fritz Maus ist verstorben. (649)

Nastätten, den 24. Juni 1947.

HR. A. 61.

Amtsgericht.

Bad. Amtsgericht Schopfheim
Handelsregister / Veränderung

A. Nr. 45: Carl Vogt, Hausen. Geschäftsinhaber ist Frau Lina Vogt, geb. Seger Wwe., in Hausen. (650)
Den 4. Juli 1947.

Güterrechtsregister 303:

Josef Böhm, Landwirt und Martha geb. Dietrich in Böhringen. Durch Vertrag vom 21. Mai 1947 wurde Gütertrennung vereinbart. (652)
Radolfzell, den 6. Juni 1947.

Amtsgericht.

Veränderung

Gen. Reg. OZ. 51: „Milchgenossenschaft Radolfzell Amt Konstanz, eingetragene Genossenschaft mit beschränkter Haftpflicht“. Die Firma ist geändert in „Milchgenossenschaft Radolfzell, eingetragene Genossenschaft mit beschränkter Haftpflicht Radolfzell (Bodensee). Gegenstand des Unternehmens ist ferner: Gemeinschaftliche Maschinenbenützung und der Bezug landwirtschaftlicher Bedarfsartikel. (653)
Radolfzell, den 14. April 1947.

Amtsgericht.

Güterrechtsregister 302

August Eggenberger, Metzgermeister, und Klara, geb. Roth, in Radolfzell. Durch Vertrag vom 14. Mai 1947 wurde Gütertrennung vereinbart. (654)
Radolfzell, den 6. Juni 1947.

Amtsgericht.

Güterrechtsregister 301

Franz Alchem, Kaufmann, und Klara, geb. Hardtke in Güttingen. Durch Vertrag vom 14. Mai 1947 wurde Gütertrennung vereinbart. (655)
Radolfzell, den 6. Juni 1947.

Amtsgericht.

Amtsgericht Oberndorf a. N.

Feststellung der Todeszeit

Durch Beschluß vom 1. Juli 1947 wurde die Todeszeit für Anton Möhrle, Friseurmeister in Bochingen, geb. am 25. 5. 1911 in Mennwangen, zuletzt in russ. Kriegsgefangenschaft in Kaminshin bei Stalingrad, auf den 23. April 1946, 24 Uhr, festgestellt.

Amtsgericht Oberndorf a. N.

Feststellung der Todeszeit

Durch Beschluß vom 1. Juli 1947 wurde die Todeszeit für Albert Kübler, Kaufmann in Schramberg, geb. am 21. 3. 1911, in Wasseralfingen, zuletzt in amerikanischer Kriegsgefangenschaft in einem Lazarett in Frankreich, auf 5. Juli 1945, 14.30 Uhr, festgestellt. (656)

Bad. Amtsgericht Oberkirch

Genossenschaftsregister / Eintrag

Band III, OZ. 10: Bei Landw. Ein- und Verkaufsgenossenschaft Bad Peterstal im Renchtal, eingetragene Genossenschaft mit beschränkter Haftpflicht, in Bad Peterstal im Renchtal: Durch Beschluß der Generalversammlung vom 19. Mai 1946 wurde das Statut geändert, in den Paragr. 3 Abs. 1, 35 Abs. 1 und 42 und Abs. 2. (657)
Den 24. März 1947.

Amtsgericht Balingen

Registergericht / Neueintragungen vom 1. 4. 1947

A. 459: Schöler u. Co. (Großhandel mit Textil-, Wirk- und Trikotwaren) in Taillfingen (Langestr. 27). Kommanditgesellschaft seit 1. 7. 1946. Mit 3 Kommanditisten. Persönlich haftender Gesellschafter: Hermann Schöller, Kaufmann in Taillfingen, vom 23. 5. 1947.

A. 460: Martin und Hees (Bankgeschäft) in Ebingen. Kommanditgesellschaft seit 1. 4. 1947. zur Fortführung der bisherigen Ebinger Kassenstelle der Firma Gebr. Martin in Göppingen als selbständige Bank. Persönlich haftende Gesellschafter: Walter Hees und Joerg Martin, je Bankier in Göppingen.

2. Aenderungen vom 18. 4. 1947

A. 143: Friedrich Maag (Trikotwarenfabrik) in Ebingen: Oskar Bürkle in Ebingen hat Prokura vom 22. 4. 1947.

A. 14: Eugen Renner (Weiß-, Woll- und Kurzwarengeschäft in Ebingen: Der Inhaber Oskar Renner ist gestorben. Inhaber: Hulda Renner, geb. Höfler, in Ebingen. (658)

Der Eigentümer des von uns ausgestellten Sparkassenbuches Nr. E 3/39, lautend auf den Namen Dietrich Westermann, hat den Veriust des Sparkassenbuches angezeigt und dessen Kraftloserklärung beantragt. Der Inhaber des Sparkassenbuches wird daher aufgefordert, dasselbe innerhalb eines Monats von heute ab unter Geltendmachung seiner Rechte bei uns vorzulegen, widrigenfalls das Sparkassenbuch nach Ablauf dieser Frist für kraftlos erklärt wird. (659)
Baden-Baden, den 3. Juli 1947.

Städtische Sparkasse.

Bad. Amtsgericht Schöna u. Schw.

Güterrechtsregister / Neueintragung

GR. Reg. I, S. 354: Eheleute Maier Wilhelm, Kaufmann in Atzenbach, und Rosa, geborene Freuschle, ebenda, haben durch Vertrag vom 12. April 1947 die Gütertrennung vereinbart. Das Vermögen der Ehefrau ist in der im Paragraph 2 des Vertrages erwähnten Anlage verzeichnet.
Den 1. Juli 1947. (661)

In das Handelsregister Abt. A des Amtsgerichts Ingelheim a. Rh. wurde heute unter Nr. 506 eingetragen: Firma Höhne u. Benecke, Heidesheim a. Rh., Zweigniederlassung der gleichnamigen Hauptniederlassung in Berlin. Persönlich haftende Gesellschafter: Hans Werner Höhne, Kaufmann, Wuppertal-Barmen, Erich Benecke, Kaufmann, Berlin-Friedenau. Gesamtprokuristen in Gemeinschaft mit einem anderen Prokuristen Hans Fischer, Frankfurt a. M. Offene Handelsgesellschaft. Die Gesellschaft — Hauptniederlassung — hat am 1. Januar 1937 begonnen. (662)
Ingelheim a. Rh., den 16. Juni 1947.

Amtsgericht.

In das Handelsregister Abt. A. des hiesigen Amtsgerichts wurde heute unter Nr. 505 eingetragen: Firma R. Avenarius u. Co., Zweigniederlassung Gau-Algesheim a. Rhein in Gau-Algesheim a. Rh. Hauptniederlassung ist: R. Avenarius u. Co., Stuttgart. Persönlich haftender Gesellschafter: Dr. Peter Josef Heinrich Avenarius, Herborn, Fabrikant in Gau-Algesheim a. Rh. Gesamtprokuristen: Je in Gemeinschaft mit einem anderen Gesamtprokuristen sind: Alfred Otto Eduard Christian Schmidt in Stuttgart, Hans Bötzl, Köln, Eugen Schülle, Stuttgart, Ernst Reichert, Köln, Friedrich Albert Josenhans, Stuttgart, Erich Müller, Hamburg. Dieser mit Wirkung vom 1. Juli 1946 AB. Kommanditgesellschaft. Die Gesellschaft — Hauptniederlassung — hat am 1. Januar 1891 begonnen. Die Zweigniederlassung ist errichtet am 1. Januar 1946. Ein Kommanditist. (663)
Ingelheim a. Rh., den 14. Juni 1947.

Amtsgericht.

Güterrechtsregister / Neueintrag

GR. 2/383: Otto Probst, Händler, Lörrach, Cäcilia Probst, geborene Starck, ebenda. Laut Ehevertrag vom 24. Juni 1947 ist der Güterstand der Gütertrennung vereinbart. (664)
Lörrach, den 28. Juni 1947.

Bad. Amtsgericht I

Bad. Amtsgericht Freiburg i. Br.

Handelsregister / Veränderung

Für die Angaben in () keine Gewähr.

Abteilung A. 134: Otto Künzer, Freiburg i. Br. (Wein- und Spirituosenhandlung, Belfortstraße 7). Geschäftsinhaber ist etzt: Frau Rufina Künzer Wwe. geb. Wenz, Freiburg i. Br.
Den 2. 7. 1947. (665)

Bad. Amtsgericht Freiburg i. Br.

Handelsregister / Neueintragung

Für die Angaben in () keine Gewähr.

Abteilung A. 1275. Hermann Schultheiß, Buch- und Zeitschriftenhandlung, Freiburg i. Br. (Kandelstr. 33). Geschäftsinhaber: Hermann Schultheiß, Buch- und Zeitschriftenhändler, Freiburg i. Br.
Den 2. 7. 1947. (666)

Bad. Amtsgericht Freiburg i. Br.

Güterrechtsregister / Neueintragung

Band II, Nr. 462 A. Vestner Emil Hermann, Dipl.-Volkswirt, und Juliane, geb. Großmann, Freiburg i. Br. Durch Ehevertrag vom 16. April 1946 ist Gütertrennung vereinbart.
Den 2. Juli 1947. (667)

Bad. Amtsgericht Freiburg i. Br.

Handelsregister / Neueintragung

Abteilung B. 155. „Badische Elektro-Fertigung Gesellschaft mit beschränkter Haftung in Freiburg i. Br.“. Gegenstand des Unternehmens: Herstellung und Vertrieb elektrotechnischer Artikel und alle damit zusammenhängenden Tätigkeiten. Stammkapital: 20 000.— RM. Geschäftsführer: Frau Emilie Gladitz geb. Fuchs, z. Zt. in Kippenheim, Friedrich A. Gladitz, Ingenieur, z. Zt. in Kippenheim. Gesellschaft mit beschränkter Haftung. Der Gesellschaftsvertrag ist am 20. Mai 1947 abgeschlossen. Die Gesellschaft hat zwei oder mehrere Geschäftsführer. Jeder Geschäftsführer ist allein zechnungsberechtigt und von den Beschränkungen des Paragr. 181 BGB. befreit.
Den 2. 7. 1947. (668)

Bekanntmachung

In unser Handelsregister A Nr. 134 ist heute eingetragen worden: Die Firma „Willi Wirtz, Kommanditgesellschaft in Koblenz-Horchheim“. Die Gesellschaft hat am 15. 9. 1945 begonnen. Kaufmann Willi Wirtz ist persönlich haftender Gesellschafter. Kommanditisten sind die Kaufleute Nikolaus Wirtz in Oberlahnstein und Hans Jürgen Heß in Koblenz. Der persönlich haftende Gesellschafter Willi Wirtz und der Prokurist Nikolaus Wirtz sind jeder allein für sich berechtigt, die Firma zu vertreten. (669)

Koblenz-Ehrenbreitstein, den 1. Juli 1947.

Amtsgericht Koblenz, Abt. Ehrenbreitstein.

I R. 469/46: Der Arbeiter Franz Wrublewski in Saarbrücken 6, Artilleriestr. 50. Prozeßbevollmächtigter: Rechtsanwalt Dr. Markgraf in Saarbrücken, klagt gegen die Ehefrau Franz Wrublewski Cecillie, geb. Reistroffer, früher wohnhaft gewesen in Saarbrücken, jetzt unbekanntes Aufenthalts, auf Ehescheidung und Schuldigerklärung der Beklagten. Der Kläger ladet die Beklagte zur mündlichen Verhandlung des Rechtsstreits vor die 1. Zivilkammer des Landgerichts in Saarbrücken, Alleestraße 15, auf den 2. Oktober 1947, vorm. 9 Uhr, Saal 102, mit der Aufforderung, sich durch einen bei diesem Gericht zugelassenen Anwalt als Prozeßbevollmächtigten vertreten zu lassen. (670)

Saarbrücken, den 31. Mai 1947.

Die Geschäftsstelle des Landgerichts.

Die Ehefrau Margarethe Mathilde Schwienteck, geb. Herschbach, in Biesdorf, Kreis Bitburg, Haus Nr. 37. Prozeßbevollmächtigter: Rechtsanwalt Günther in Trier klagt gegen den Dreher Paul Johannes Friedrich Schwienteck, früher in Biesdorf, Kreis Bitburg, Haus Nr. 37, z. Zt. ohne festen Wohnsitz, mit dem Antrage auf Ehescheidung. Die Klägerin ladet den Beklagten zur mündlichen Verhandlung des Rechtsstreits vor die 3. Zivilkammer des Landgerichts in Trier, Irminenreihof Nr. 9, 1. Stockwerk, Zimmer Nr. 9, auf den 5. Dezember 1947, 9 Uhr vorm., mit der Aufforderung, sich durch einen bei diesem Gericht zugelassenen Rechtsanwalt als Prozeßbevollmächtigten vertreten zu lassen. (671)
Trier, den 3. Juli 1947.

Die Geschäftsstelle des Landgerichts.